

6 mai 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe du Président de la République Emmanuel Macron et du Secrétaire général du Conseil de l'Europe Thorbjørn Jagland

Emmanuel MACRON

Bonjour, Mesdames et Messieurs. Bonjour. Je me réjouis une nouvelle fois d'accueillir le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Monsieur JAGLAND, en ce moment si symbolique. Il y a 70 ans, hier exactement, dix pays européens, dont le vôtre, la Norvège, et la France, signaient le traité de Londres instituant le Conseil de l'Europe. Et dans quelques jours, la France prendra la présidence de ce Conseil pour six mois.

Durant ces 70 années, le Conseil de l'Europe a permis de réaliser des progrès considérables pour protéger les droits de l'Homme, l'Etat de droit et la démocratie au sein des 47 États membres qu'il compte désormais. La Cour européenne des droits de l'Homme, devant laquelle j'ai eu l'honneur de m'exprimer, en est la garante et offre une protection juridique à plus de 800 millions d'Européens.

Le Conseil de l'Europe fête son 70ème anniversaire, mais il est aujourd'hui mis à l'épreuve.

D'abord dans son fonctionnement-même, dans sa vocation d'être la "maison commune" des Européens, et je souhaite, à cet égard, que la Russie reste au sein du Conseil de l'Europe. Le Conseil de l'Europe a besoin de la Russie comme la Russie et les Russes ont besoin du Conseil de l'Europe, ce qui suppose que ces droits d'États membres soient respectés mais aussi que la Russie remplisse ses obligations à l'égard de l'institution.

Ensuite, le Conseil de l'Europe est mis à l'épreuve dans les valeurs de démocratie et de respect de l'Etat de droit qu'il porte et défend, et qui sont aujourd'hui remises en cause dans plusieurs États membres. Ce sont ces défis que le Conseil de l'Europe doit relever aujourd'hui, et ces défis qui le rendent, plus que jamais, indispensable pour rapprocher les peuples, apaiser nos sociétés et défendre les principes et valeurs qui sont notre patrimoine commun.

C'est pourquoi je souhaite m'engager pour que le Conseil de l'Europe surmonte la crise actuelle et puisse se tourner résolument vers l'avenir en adaptant sa protection des droits de l'Homme aux défis d'aujourd'hui et en ressortant plus fort encore de cette période. Je sais que nous pouvons compter sur vous, Monsieur le secrétaire général, pour mettre à profit ces derniers mois de mandat pour faire progresser le Conseil de l'Europe dans cette voie. Je souhaite que notre présidence permette d'engager, avec ces 47 États-membres, une réflexion sur l'avenir du Conseil de l'Europe pour les décennies à venir en matière de santé, d'innovation et bien d'autres sujets.

À vos côtés, je souhaite donc que la présidence française s'engage sur plusieurs priorités. D'abord consolider les acquis du Conseil de l'Europe, en particulier le système européen de protection des droits de l'homme. Ensuite, renforcer notre combat pour l'égalité grâce à l'universalisation de la convention de lutte contre les violences faites aux femmes, et la cohésion entre les peuples européens, c'est le sens du projet d'observatoire sur l'enseignement de l'histoire, dont je soutiens la création, et enfin répondre au défi des nouvelles technologies. Le projet d'une convention sur l'intelligence artificielle et les droits de l'Homme sera porté notamment dans le cadre de la réunion des ministres de la justice que nous organisons en octobre.

C'est ainsi que la grande Europe peut et doit, elle aussi, retrouver un sens profond et le sens d'un projet commun ambitieux. C'est ce à quoi, depuis le début de votre action, vous avez œuvré, et ce pour quoi nous nous battons durant cette présidence française. Merci, Monsieur le Secrétaire général, d'être à Paris aujourd'hui.

Thorbjorn JAGLAND (traduction)

Merci beaucoup, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs. C'est un grand plaisir de vous rencontrer.

merci beaucoup, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs. C'est un grand plaisir de vous rencontrer. Vous êtes véritablement un défenseur de l'internationalisme, un représentant de l'Europe. Comme vous le savez, nous célébrons le 70ème anniversaire de la Convention. La France a toujours été tellement engagée en faveur de la Convention des droits de l'Homme. Je vous remercie d'avoir mis vraiment au cœur de vos priorités la consolidation de la Convention et de tout le système, car la Convention et la Cour ont joué un rôle si important dans la vie de tant de gens au fil des ans, en Europe. Durant ces années, la Cour a rendu 20 000 décisions qui ont eu des conséquences sur la vie de millions de personnes en Europe. Des milliers et des milliers de personnes ont reçu une indemnisation personnelle grâce aux décisions rendues par la Cour, et ces décisions ont également eu des conséquences pour des millions de personnes car elles ont contribué à l'adoption de nouvelles législations, pas à pas. Et aujourd'hui, l'Europe est totalement engagée, notamment dans le domaine du travail. La Convention a également contribué à améliorer le système de détention partout sur le continent, et comme vous l'avez dit, Monsieur le Président, la Convention est garante des droits et des libertés de tous les peuples européens. Et parmi toutes les conventions, la Convention européenne des droits de l'Homme incarne nos valeurs de droits de l'Homme, et je suis très heureux que nous puissions célébrer ensemble ce 70ème anniversaire et rassembler la famille européenne à cette occasion. Les mêmes valeurs, les mêmes normes sont de la plus haute importance pour le continent européen. Je me réjouis donc de vous retrouver. Je vous remercie du soutien précieux que vous nous avez toujours accordé, ainsi qu'à la Cour européenne des droits de l'Homme. J'ai en tête l'allocution que vous avez prononcée devant la Cour, œuvrant pour sa défense, et de fait, la France a transposé la Convention dans sa Constitution et lorsqu'il y a eu ces questionnements sur les mesures que vous avez fait adopter quant au droit de manifester, vous vous êtes tout d'abord tourné vers la Cour et je vous en remercie. Merci beaucoup.